

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/MA/W/60
8 septembre 2004

(04-3800)

Comité de l'accès aux marchés

Original: anglais

MÉCANISME D'EXAMEN TRANSITOIRE CONCERNANT LA CHINE

Communication du Japon

La communication ci-après, datée du 8 septembre 2004, est distribuée à la demande de la délégation japonaise.

Questions et observations du Japon concernant la mise en œuvre par la Chine de ses engagements en matière d'accès au marché

1. Le Japon est satisfait de constater qu'au cours de la troisième année suivant l'accession de la Chine, la mise en œuvre des engagements qu'elle a pris en matière d'accès aux marchés a progressé et se poursuit à un rythme normal. Dans une période de transition marquée par l'évolution de la réglementation, l'importance de la transparence, de la prévisibilité, de la stabilité et de la cohérence au niveau réglementaire est fondamentale; la valeur des engagements en matière d'accès au marché et les efforts réalisés pour les mettre en œuvre pourraient être en effet facilement amoindris par le fait que ces éléments font souvent défaut dans la réglementation elle-même ou dans son application. Le mécanisme d'examen transitoire (MET) peut aider à rendre plus efficaces et plus productifs les efforts accomplis durant la période de transition, et c'est pour le Japon un plaisir de contribuer à ce processus.

2. Dans ce contexte, la Chine est à nouveau invitée à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'application effective et régulière des procédures de consultation publique et la publication longtemps à l'avance des lois et règlements, éviter tout changement brutal dans la réglementation, délimiter clairement les responsabilités au niveau des départements, améliorer la coordination et la cohérence entre départements et entre l'administration centrale et les autorités provinciales, etc.

3. Conformément au paragraphe 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine, où il est dit qu'"[a]vant cet examen, la Chine fournira des renseignements pertinents [...] à chaque organe subsidiaire", et dans un esprit de coopération visant à rendre le processus du MET le plus efficace et le plus effectif possible, le Japon demande à la Chine de fournir avant la réunion du Comité de l'accès aux marchés des réponses et des renseignements pertinents concernant les questions et les observations ci-après.

1. Politique tarifaire

1) Taux des droits sur les produits photographiques

a) Les concessions tarifaires faites par la Chine lors de son accession à l'OMC mentionnent clairement l'engagement de ramener les droits de douane sur les produits photographiques (chapitre 37 du SH) à 0-53,5 pour cent sous la forme de droits *ad valorem* (yuan/yuan) à partir de 2002. Or, pour

35 produits photographiques, y compris les pellicules photographiques ordinaires, la Chine n'a pas appliqué les taux auxquels elle s'était engagée. Au lieu de cela, elle a imposé des droits spécifiques (perçus en yuan par mètre carré) équivalant à des taux beaucoup plus élevés. Par exemple, alors que le taux pour un film négatif couleur fini de 35 mm devrait être de 30 pour cent en vertu de la concession, le droit actuellement imposé est un droit spécifique de 120 yuan par mètre carré, ce qui équivaut à un taux *ad valorem* supérieur à 100 pour cent.

Dans ce contexte, le Japon invite instamment la Chine:

- à expliquer la raison légitime, si elle existe, pour laquelle elle maintient ces droits spécifiques, alors qu'elle s'est engagée à appliquer des taux consolidés sous la forme de droits *ad valorem*;
- à remettre un calendrier spécifique pour l'application des concessions tarifaires auxquelles elle s'est engagée lors de son accession à l'OMC sous la forme de droits *ad valorem* au sujet des 35 produits photographiques.

b) Bien que le Japon n'ait pas l'intention d'admettre la position actuelle de la Chine au sujet de l'application de droits spécifiques, il est disposé à discuter de ce problème au niveau bilatéral, comme la Chine l'a proposé lors de la réunion du Comité de l'accès aux marchés en octobre 2003. Il demande à la Chine de lui fournir un cadre concernant la réunion d'experts, en indiquant les organisations responsables, les titres des participants, le calendrier et le lieu.

2) Classement tarifaire

a) On constate que, dans certains cas, les décisions prises en Chine au sujet de l'application des classements tarifaires diffèrent selon les fonctionnaires responsables, y compris dans une même zone douanière. De ce fait, les sociétés japonaises sont obligées de payer des droits de douane plus élevés, sans possibilité de recours. Au sujet de la question du classement tarifaire, le Japon croit savoir qu'il y a en Chine deux types de décisions officielles: la décision préalable et la décision administrative. Par rapport à la décision préalable, qui n'est valable qu'un an et uniquement dans la zone douanière concernée, le Japon pense qu'il est plus souhaitable d'avoir une décision administrative, car celle-ci est publiée dans l'ensemble de la Chine et s'applique de façon permanente à tous les importateurs. Or, on dit qu'en pratique, il n'y a eu aucun cas dans lequel une décision administrative ait été rendue.

b) Dans ce contexte, nous invitons instamment la Chine à améliorer la situation en ayant effectivement recours au régime de la décision administrative, ainsi qu'à résoudre les affaires telles que celle-ci:

[affaire] Une société exporte du matériel audiovisuel commercial vers la Chine. Auparavant, son produit pouvait être dédouané sans qu'aucun droit de douane soit imposé, conformément aux instructions verbales données par les responsables de la zone douanière locale de Shanghai. Or, un jour, une autre organisation de la même zone douanière a mené une enquête, qui a abouti à l'imposition d'un droit de 30 pour cent, contre lequel la société n'a eu aucun recours. Depuis la fin de l'année dernière, elle demande une décision préalable concernant le classement tarifaire de ce produit, sans avoir encore reçu de réponse claire.

2. Politique relative à l'automobile

1) Politique de développement de l'industrie automobile

a) Interdiction de vendre à la fois des automobiles chinoises et des automobiles importées

Lors de la réunion qui a fait suite à la consultation sur le partenariat économique entre le Japon et la Chine en juin 2004, la Chine a dit clairement que sa politique de développement de l'industrie automobile, qui est entrée en vigueur le 1^{er} juin 2004, n'interdisait à aucun concessionnaire de vendre à la fois des automobiles chinoises et des automobiles importées.

Dans ce contexte, le Japon invite instamment la Chine:

- à confirmer que la déclaration du gouvernement chinois signifie que, même s'il existe d'autres réglementations, les concessionnaires ont toujours le droit de vendre à la fois des automobiles chinoises et des automobiles importées, sans aucune condition;
- à confirmer qu'il n'y a aucune sorte de discrimination en matière de vente entre les automobiles chinoises et les automobiles importées.

En outre, lors de la même réunion, la Chine a dit qu'elle était en train d'élaborer une nouvelle législation/réglementation, afin de contrôler les marques automobiles d'une façon conforme aux règles de l'OMC.

Dans ce contexte, le Japon invite instamment la Chine:

- à indiquer où en est cette législation/réglementation;
- à en communiquer le projet, s'il existe.

b) Système d'autorisation des accessoires automobiles complets

- i) Le Japon est très préoccupé par le chapitre XI de la Politique de développement de l'industrie automobile. En particulier, sous certaines conditions énoncées aux articles 55, 56 et 57, les autorités chinoises détermineront de façon discrétionnaire les ensembles de composants qui constituent des accessoires complets. Par conséquent, malgré l'importation légitime d'ensembles de composants, les articles en question peuvent permettre aux autorités douanières d'imposer sur ces ensembles des droits de douane plus élevés équivalant à ceux qui frappent les automobiles complètes.
- ii) Le Japon croit savoir que les droits de douane seront imposés au moment où les marchandises entrent dans le pays importateur. Si l'unité de marchandises importées est seulement un composant automobile, le droit de douane sera celui qui est applicable à un composant en soi. Par conséquent, dans les cas où les autorités douanières imposent sur les composants automobiles des droits différents plus élevés tels que ceux qui frappent les automobiles complètes, nous estimons qu'ils sont incompatibles avec l'article II du GATT.

Dans ce contexte, le Japon invite instamment la Chine à éclaircir sa position sur cette question.

- iii) En outre, selon le paragraphe 93 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine, la Chine a clairement confirmé qu'elle n'avait pas de lignes tarifaires pour les

éléments de véhicules automobiles entièrement démontés ou semi-montés et que, si elle en créait, les taux de droit ne dépasseraient pas 10 pour cent.

Dans ce contexte, le Japon invite instamment la Chine à confirmer que, même si elle créait de nouvelles lignes tarifaires applicables aux composants automobiles pour pallier des pertes de recettes douanières, les taux de droit seraient déterminés conformément au paragraphe 93 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine.

- iv) Comme on l'a indiqué ci-dessus, le Japon s'intéresse de près à la Politique de développement de l'industrie automobile, dont le texte a été publié le 1^{er} juin 2004 en application des règles de l'OMC. Dans ce contexte, il invite instamment la Chine à mettre en œuvre cette politique conformément aux règles de l'OMC et demande, en application des obligations de transparence découlant des règles de l'OMC, que les renseignements pertinents tels que le texte des lois/réglementations d'application soient publiés largement à l'avance, afin que les observations formulées par les Membres de l'OMC, y compris le Japon, puissent être prises en compte comme il convient.

2) Mise en œuvre de contingents d'importation pour les automobiles

Aux termes du paragraphe 124 du rapport du Groupe de travail et de l'Annexe 3 du Protocole, la Chine s'est engagée à supprimer entièrement d'ici au 1^{er} janvier 2005 toutes ses restrictions à l'importation incompatibles avec les règles de l'OMC, et notamment avec l'article XI du GATT de 1994.

Dans ce contexte, le Japon invite instamment la Chine à confirmer qu'elle supprimera entièrement d'ici au 1^{er} janvier 2005 toutes ses restrictions à l'importation, y compris les contingents d'importation pour les automobiles et les pièces d'automobiles principales, mentionnées à l'Annexe 3 du Protocole et ne maintiendra ensuite aucune mesure non tarifaire concernant l'automobile.

3) Transparence dans la délivrance des licences d'importation pour les automobiles

a) Le chapitre IV des Mesures relatives à l'administration de l'importation des machines et des produits électroniques, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2002, dispose que toute demande d'importer des produits visés par cette loi sera approuvée en toutes circonstances. Or, dans la pratique, il semble y avoir des cas où, par exemple, l'autorisation d'importer des autobus de 30 passagers ou plus n'a été délivrée que pour la moitié des demandes. En outre, dans ces cas, l'autorité chinoise n'a pas répondu de façon suffisante aux requérants qui lui demandaient d'indiquer les raisons précises de la limitation des autorisations.

Dans ce contexte, le Japon invite instamment la Chine:

- à indiquer clairement si elle maintiendra au-delà du 1^{er} janvier 2005 le régime de licences d'importation automatiques prévu au chapitre IV des Mesures relatives à l'administration de l'importation des machines et des produits électroniques;
- à expliquer l'objectif de ce régime si elle décide de le maintenir au-delà du 1^{er} janvier 2005, puisqu'il pourrait être considéré comme une mesure non tarifaire incompatible avec les règles de l'OMC;
- à approuver toutes les demandes d'importation conformément aux Mesures relatives à l'administration de l'importation des machines et des produits électroniques si elle

décide de les maintenir au-delà du 1^{er} janvier 2005, compte tenu du fait que le régime est géré conformément aux règles de l'OMC.

3. Politique d'importation

Interdiction d'importer des produits usagés

a) La Chine applique une interdiction générale à l'importation de produits usagés, y compris les vêtements, en disant qu'elle est nécessaire à la "protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux". Toutefois, le Japon est vivement préoccupé par la compatibilité de ces mesures d'interdiction à l'importation avec les règles de l'OMC, et notamment avec l'article XI du GATT.

b) Les vêtements usagés exportés par le Japon n'ont jamais posé de problème d'hygiène dans aucun des pays importateurs. Le Japon considère donc que l'interdiction à l'importation imposée par la Chine n'est pas justifiée au titre des règles de l'OMC.

c) Dans ce contexte, le Japon invite instamment la Chine:

- à supprimer ces mesures d'interdiction à l'importation;
- à expliquer en quoi, selon le gouvernement chinois, cette interdiction serait conforme aux règles de l'OMC.

4. Politiques spécifiques

1) Remboursement de la TVA sur les circuits intégrés

a) Le Japon croit savoir que les États-Unis et la Chine ont conclu un accord sur la question de la TVA appliquée aux circuits intégrés, et nous sommes satisfaits que la Chine ait décidé de supprimer entièrement son programme de remboursement de la TVA d'ici à fin mars 2005.

b) Dans ce contexte, le Japon invite instamment la Chine:

- à confirmer que les sociétés qui ont déjà présenté une demande au titre du programme actuel recevront un remboursement de TVA en bonne et due forme au plus tard fin mars 2005.

c) Le Japon demande aussi à la Chine si elle compte élaborer un quelconque programme de soutien financier ou non financier en faveur des fabricants nationaux de circuits intégrés. Dans l'affirmative, prière de donner les détails de ces programmes et leur calendrier d'application.

2) Droits commerciaux

Le Japon croit savoir que le texte révisé de la Loi sur le commerce extérieur est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2004, de façon à mettre en œuvre les engagements pris par la Chine lors de son accession à l'OMC, y compris l'octroi de droits commerciaux. Il demande à la Chine de mettre en œuvre la loi révisée conformément aux règles de l'OMC.

Dans ce contexte, le Japon invite instamment la Chine à indiquer où en est la mise en œuvre de l'octroi de droits commerciaux.
